

## MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

F. 99 — 2828

[99/00603]

**7 JUILLET 1999.** — Arrêté royal fixant la date de l'entrée en vigueur de la loi du 25 mars 1999 modifiant les articles 140-1 à 140-6 de la loi provinciale, relatifs à la consultation populaire provinciale

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 25 mars 1999 modifiant les articles 140-1 à 140-6 de la loi provinciale, relatifs à la consultation populaire provinciale, notamment l'article 8;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** La loi du 25 mars 1999 modifiant les articles 140-1 à 140-6 de la loi provinciale, relatifs à la consultation populaire provinciale entre en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 1999.

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 1999.

**Art. 3.** Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 7 juillet 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,  
L. VAN DEN BOSSCHE

## MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN

N. 99 — 2828

[99/00603]

**7 JULI 1999.** — Koninklijk besluit tot vaststelling van de datum van inwerkingtreding van de wet van 25 maart 1999 tot wijziging van de artikelen 140-1 tot 140-6 van de provinciewet betreffende de provinciale volksraadpleging

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 25 maart 1999 tot wijziging van de artikelen 140-1 tot 140-6 van de provinciewet betreffende de provinciale volksraadpleging, inzonderheid op artikel 8;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** De wet van 25 maart 1999 tot wijziging van de artikelen 140-1 tot 140-6 van de provinciewet betreffende de provinciale volksraadpleging treedt in werking op 1 september 1999.

**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking op 1 september 1999.

**Art. 3.** Onze Minister van Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 7 juli 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,  
L. VAN DEN BOSSCHE

F. 99 — 2829

[S - C - 99/00604]

**7 JUILLET 1999.** — Arrêté royal fixant les dispositions particulières d'organisation d'une consultation populaire provinciale

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu le titre *Xbis* de la loi provinciale du 30 avril 1836, inséré par la loi du 25 juin 1997 et modifié par la loi du 25 mars 1999, notamment les articles 140-11 et 140-12;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 23 avril 1999;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que pour l'application de la loi du 25 mars 1999 modifiant les articles 140-1 à 140-6 de la loi provinciale relatifs à la consultation populaire provinciale, il est indispensable de régler sans délai les dispositions particulières relatives à la procédure qui doit être suivie par les provinces en vue de l'organisation d'une consultation populaire provinciale;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE Ier. — *De la liste des électeurs*

**Article 1<sup>er</sup>.** Le trentième jour avant celui de la consultation, le collège des bourgmestre et échevins de chaque commune de la province établit une liste des participants à la consultation populaire.

Sur cette liste, sont repris :

1° les personnes qui sont inscrites ou mentionnées au registre de la population de la commune à la date indiquée et qui remplissent les autres conditions de participation visées à l'article 140-5, § 1<sup>er</sup>, de la loi provinciale, inséré par la loi du 25 juin 1997 et remplacé par la loi du 25 mars 1999;

2° les participants qui atteignent l'âge de seize ans entre cette date et la date de la consultation;

3° les personnes dont la suspension des droits électoraux prend fin ou prendrait fin au plus tard le jour fixé pour la consultation.

N. 99 — 2829

[S - C - 99/00604]

**7 JULI 1999.** — Koninklijk besluit tot bepaling van de nadere regels voor het houden van een provinciale volksraadpleging

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op titel *Xbis* van de provinciewet van 30 april 1836, ingevoegd bij de wet van 25 juni 1997, gewijzigd door de wet van 25 maart 1999, inzonderheid op de artikelen 140-11 en 140-12;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 23 april 1999;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, eerste lid, vervangen door de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het voor de toepassing van de wet van 25 maart 1999 tot wijziging van de artikelen 140-1 tot 140-6 van de provinciewet betreffende de provinciale volksraadpleging, noodzakelijk is zonder uitstel de nadere regels te bepalen betreffende de procedure die voor het houden van een volksraadpleging door de provincies moeten worden gevolgd;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — *De kiezerslijst*

**Artikel 1.** Op de dertigste dag voor de raadpleging maakt het college van burgemeester en schepenen van elke gemeente van de provincie een lijst op van de deelnemers aan de volksraadpleging.

Op die lijst worden vermeld :

1° de personen die op de vermelde datum in het bevolkingsregister van de gemeente ingeschreven of vermeld zijn en de andere deelnemingsvoorwaarden vervullen die bedoeld worden in artikel 140-5, § 1, van de provinciewet, ingevoegd door de wet van 25 juni 1997 en vervangen door de wet van 25 maart 1999;

2° de deelnemers die tussen deze datum en de datum van de raadpleging de leeftijd van zestien jaar bereiken;

3° de personen voor wie de schorsing van de kiesrechten een einde neemt of zou nemen uiterlijk op de dag die vastgesteld is voor de raadpleging.

Pour toute personne remplissant les conditions de participation, la liste des participants à la consultation populaire mentionne les nom, prénoms, date de naissance, sexe et la résidence principale. La liste est établie selon une numérotation continue le cas échéant par section de commune, soit dans l'ordre alphabétique des participants, soit dans l'ordre géographique en fonction des rues.

CHAPITRE II. — *De la répartition des électeurs en sections de vote et des bureaux électoraux*

**Art. 2.** Par dérogation à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, et § 2, de la loi du 19 octobre 1921 organique des élections provinciales, les participants sont répartis par le collège des bourgmestre et échevins en sections de vote; aucune d'elles ne peut compter plus de 1500 participants inscrits.

Le collège assigne à chaque section un local distinct pour le vote.

Plusieurs sections peuvent toutefois être convoquées dans des salles faisant partie d'un même édifice.

Lorsqu'il est procédé au vote autrement qu'au moyen d'un bulletin de vote, le Ministre de l'Intérieur peut augmenter le nombre de participants inscrits par section de vote. Par dérogation à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, de la loi précitée du 19 octobre 1921, le nombre de participants inscrits admis à voter dans ces sections ne peut excéder 3.000.

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. Chaque collège électoral provincial pour la consultation populaire comprend un bureau principal de province, des bureaux principaux de canton, des bureaux de dépouillement et des bureaux de vote.

Sans préjudice des dispositions du présent article, ces bureaux sont régis par le titre 1<sup>er</sup> de la loi précitée du 19 octobre 1921.

§ 2. Le bureau principal de province est établi au chef-lieu de la province ou à Nivelles en ce qui concerne la province du Brabant wallon.

Il est présidé par le président du tribunal de première instance du chef-lieu de la province ou de Nivelles en ce qui concerne la province du Brabant wallon, ou, à son défaut, par le magistrat qui le remplace.

Le bureau principal de province comprend, outre le président, quatre assesseurs, quatre assesseurs suppléants et un secrétaire. Les assesseurs et assesseurs suppléants sont désignés par le président parmi les participants de la commune dans laquelle le bureau principal de province est établi.

Le secrétaire est désigné par le président parmi les participants de la province.

Le bureau principal de province exerce un contrôle sur l'ensemble des opérations ayant trait à la consultation populaire et prescrit au besoin les mesures d'urgence que les circonstances pourraient rendre nécessaires.

Sur le vu des informations qui lui sont communiquées par les bureaux principaux de canton conformément au § 3, le bureau principal de province vérifie si le pourcentage de 10 % des habitants de la province visé à l'article 140-5, § 6, de la loi provinciale, inséré par la loi du 25 juin 1997 et remplacé par la loi du 25 mars 1999, est atteint et si dès lors il doit ou non être procédé au dépouillement des résultats de la consultation populaire.

S'il s'avère que moins de 10 % des habitants de la province inscrits ont participé à la consultation populaire, le président du bureau principal de province en avise aussitôt les présidents des bureaux principaux de canton qui eux-mêmes communiquent par la voie la plus rapide aux présidents et assesseurs des bureaux de dépouillement qu'ils ont désignés que leur bureau n'aura pas à se réunir.

Si au moins 10 % des habitants de la province inscrits ont participé à la consultation populaire, le président du bureau principal de province en avise aussitôt les présidents des bureaux principaux de canton qui eux-mêmes en informent par la voie la plus rapide les présidents et assesseurs des bureaux de dépouillement qu'ils ont désignés.

Dans le cas où le dépouillement des résultats de la consultation populaire doit avoir lieu, le bureau principal de province centralise les opérations y ayant trait au niveau de l'ensemble de la province. Il proclame publiquement les résultats de la consultation et les communique au gouverneur de la province.

Voor elke persoon die voldoet aan de deelnemingsvoorwaarden, vermeldt de lijst van deelnemers de naam, de voornamen, de geboortedatum, het geslacht en de hoofdverblijfplaats. De lijst wordt volgens een doorlopende nummering en eventueel per wijk opgemaakt, ofwel in alfabetische volgorde van de deelnemers, ofwel geografisch volgens de straten.

HOOFDSTUK II. — *Verdeling van de kiezers in stemafdelingen en kiesbureaus*

**Art. 2.** In afwijking van artikel 2, § 1, eerste lid, en § 2, van de wet van 19 oktober 1921 tot regeling van de provincieraadsverkiezingen, worden de deelnemers door het college van burgemeester en schepenen in stemafdelingen verdeeld; geen van deze stemafdelingen kan meer dan 1500 ingeschreven deelnemers hebben.

Het college wijst voor elke afdeling een afzonderlijk lokaal aan voor de stemming.

Verschillende afdelingen kunnen echter opgeroepen worden in zalen die deel uitmaken van hetzelfde gebouw.

Wanneer de stemming op een andere manier gebeurt dan door middel van een stembiljet, kan de Minister van Binnenlandse Zaken het aantal deelnemers dat ingeschreven is per stemafdeling verhogen. In afwijking van artikel 2, § 1, tweede lid, van de voormelde wet van 19 oktober 1921, mag het aantal ingeschreven deelnemers die toegelaten zijn om te stemmen in deze afdelingen niet meer bedragen dan 3.000.

**Art. 3.** § 1. Elk provinciaal kiescollege voor de volksraadpleging bevat een provinciehoofdbureau, kantonhoofdbureaus, stemopnemingsbureaus en stembureaus.

Onverminderd de bepalingen van dit artikel, worden deze bureaus geregeld door titel 1 van de voormelde wet van 19 oktober 1921.

§ 2. Het provinciehoofdbureau is gevestigd in de hoofdplaats van de provincie of te Nijvel voor de provincie Waals-Brabant.

Het wordt voorgezeten door de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg van de hoofdplaats van de provincie of van Nijvel voor de provincie Waals-Brabant, of, bij zijn afwezigheid, door de magistrat die hem vervangt.

Het provinciehoofdbureau bestaat, behalve de voorzitter, uit vier bijzitters, vier plaatsvervangende bijzitters en een secretaris. De bijzitters en plaatsvervangende bijzitters worden door de voorzitter aangewezen uit de deelnemers van de gemeente waarin het provinciehoofdbureau gevestigd is.

De secretaris wordt door de voorzitter aangewezen uit de deelnemers van de provincie.

Het provinciehoofdbureau oefent een controle uit op alle verrichtingen die betrekking hebben op de volksraadpleging en bepaalt zo nodig de dringende maatregelen die de omstandigheden zouden kunnen vereisen.

Na inzage van de informatie die het provinciehoofdbureau overeenkomstig § 3 ontvangen heeft van de kantonhoofdbureaus, controleert het of het percentage van 10 % van de inwoners van de provincie dat bedoeld wordt in artikel 140-5, § 6, van de provinciewet, ingevoegd door de wet van 25 juni 1997 en vervangen door de wet van 25 maart 1999, bereikt is en of er vervolgens al dan niet overgegaan moet worden tot het opnemen van de resultaten van de volksraadpleging.

Als blijkt dat minder dan 10 % van de inwoners van de provincie deelgenomen hebben aan de volksraadpleging, brengt de voorzitter van het provinciehoofdbureau de voorzitters van de kantonhoofdbureaus daarvan onmiddellijk op de hoogte, die op hun beurt zo snel mogelijk aan de door hen aangewezen voorzitters en bijzitters van de stemopnemingsbureaus meedelen dat hun bureau niet zal moeten bijeenkomen.

Indien minstens 10 % van de ingeschreven inwoners van de provincie deelgenomen hebben aan de volksraadpleging, brengt de voorzitter van het provinciehoofdbureau de voorzitters van de kantonhoofdbureaus daarvan onmiddellijk op de hoogte, die op hun beurt zo snel mogelijk de door hen aangewezen voorzitters en bijzitters van de stemopnemingsbureaus daarover inlichten.

Ingeval de opneming van de resultaten van de volksraadpleging moet plaatsvinden, centraliseert het provinciehoofdbureau de desbetreffende verrichtingen op het niveau van de hele provincie. Het maakt de resultaten van de raadpleging in het openbaar bekend, en deelt ze mede aan de provinciegouverneur.

Le gouverneur ordonne leur publication par voie d'affichage au gouvernement provincial ainsi que dans toutes les communes de la province. Il assure également la publication de ces résultats dans l'édition du Mémorial administratif de la province qui suit l'organisation de la consultation.

Toute personne peut obtenir copie desdits résultats selon les règles fixées par la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration dans les provinces et les communes et, le cas échéant, par le règlement provincial y afférent.

§ 3. Afin de permettre au bureau principal de province de déterminer, conformément au § 2, s'il doit ou non être procédé au dépouillement des résultats de la consultation populaire, les présidents des bureaux de vote communiquent au président du bureau principal de canton, sitôt après la clôture de leurs opérations, un relevé indiquant le nombre de participants inscrits dans leur bureau ainsi que le nombre de participants ayant effectivement pris part à la consultation. Lorsqu'il est en possession de ce relevé pour l'ensemble des bureaux de vote du canton, le président du bureau principal de canton établit un relevé récapitulatif reprenant ces deux nombres pour l'ensemble des bureaux de vote du canton et le communique par la voie la plus rapide au président du bureau principal de province.

§ 4. Le bureau principal de canton est chargé de la surveillance des opérations ayant trait à la consultation dans l'ensemble du canton. Il avertit immédiatement le président du bureau principal de province de toute circonstance requérant son contrôle.

Lorsque le dépouillement des résultats de la consultation doit avoir lieu, il centralise les opérations y ayant trait au niveau de l'ensemble du canton.

§ 5. Par dérogation à l'article 9<sup>quater</sup>, § 1<sup>er</sup>, de la loi précitée du 19 octobre 1921, le nombre des participants inscrits dans les bureaux de vote dont les bulletins sont confiés à un même bureau de dépouillement ne peut excéder 6.000.

**Art. 4.** Le gouverneur ou le fonctionnaire par lui désigné veille à ce que le collège des bourgmestre et échevins de chaque commune de la province envoie une lettre de convocation à chaque participant, à sa résidence actuelle, au moins quinze jours avant celui de la consultation.

Lorsque la lettre de convocation n'aura pu être remise au participant, elle sera déposée au secrétariat de la commune où le participant pourra la retirer jusqu'au jour de la consultation à midi.

La lettre de convocation rappelle le jour et le lieu où le participant est invité à participer à la consultation, ainsi que les heures d'ouverture et de fermeture du scrutin. Elle reprend en outre la ou les questions faisant l'objet de la consultation, telles qu'elles ont été arrêtées par le conseil provincial.

L'avis de convocation est publié dans chaque commune de la province par voie d'affichage, vingt jours au moins avant la consultation.

### CHAPITRE III. — *Des bulletins de votes*

**Art. 5.** Sur le vu de la délibération du conseil provincial décidant d'organiser une consultation populaire, le bureau principal de province formule le bulletin de vote et ordonne son impression dans le nombre requis.

A cette fin, les présidents des bureaux principaux de canton, sitôt après que le gouverneur de la province ou le fonctionnaire par lui désigné leur a transmis, en application de l'article 3bis de la loi précitée du 19 octobre 1921, l'extrait certifié exact, en double exemplaire, de la liste des participants dressée par sections de vote, communiquent par la voie la plus rapide au président du bureau principal de province, un relevé indiquant le nombre total des participants inscrits dans leurs cantons respectifs.

Dès que le bulletin de vote est imprimé, le président du bureau principal de province fait parvenir aux présidents des bureaux principaux de canton la quantité de bulletins nécessaire à la consultation populaire dans leur canton. Ceux-ci font à leur tour parvenir à chacun des présidents des sections de vote de leur canton, sous enveloppe cachetée, les bulletins nécessaires à la consultation populaire dans leur section.

La suscription extérieure de l'enveloppe indique, outre l'adresse du destinataire, le nombre de bulletins qu'elle contient. Cette enveloppe ne peut être décachetée et ouverte qu'en présence du bureau régulièrement constitué. Le nombre de bulletins est vérifié immédiatement et le résultat de la vérification est indiqué au procès-verbal.

De gouverneur beveelt hun publicatie door middel van aanplakking aan het provinciaal gouvernement, net zoals in alle gemeenten van de provincie. Hij beveelt eveneens de publicatie van deze resultaten in de editie van het Bestuursmemoriaal van de provincie volgend op de organisatie van de raadpleging.

Enieder kan er een afschrift van bekomen volgens de regels vastgelegd in de wet van 12 november 1997 betreffende de openbaarheid van bestuur in de provincies en gemeenten en, in voorkomend geval, in het dienaangaande provinciaal reglement.

§ 3. Om het voor het provinciehoofdbureau mogelijk te maken overeenkomstig § 2 te bepalen of er al dan niet overgegaan moet worden tot het opnemen van de resultaten van de volksraadpleging, bezorgen de voorzitters van de stembureaus, onmiddellijk na het beëindigen van hun verrichtingen, aan de voorzitter van het kantonhoofdbureau een overzicht met het aantal deelnemers die ingeschreven zijn in hun bureau en het aantal deelnemers die daadwerkelijk deelgenomen hebben aan de raadpleging. Wanneer de voorzitter van het kantonhoofdbureau dit overzicht ontvangen heeft voor alle kantonstembureaus, stelt hij een samenvattend overzicht op met deze twee aantallen voor alle kantonstembureaus en deelt het zo snel mogelijk mee aan de voorzitter van het provinciehoofdbureau.

§ 4. Het kantonhoofdbureau is belast met het toezicht op de verrichtingen met betrekking tot de raadpleging in het hele kanton. Het verwittigt de voorzitter van het provinciehoofdbureau onmiddellijk van elke omstandigheid die zijn controle vereist.

Wanneer de opneming van de resultaten van de raadpleging moet plaatsvinden, centraliseert het de desbetreffende verrichtingen op het niveau van het hele kanton.

§ 5. In afwijking van artikel 9<sup>quater</sup>, § 1, van de voormelde wet van 19 oktober 1921, mag het aantal deelnemers die ingeschreven zijn in de stembureaus waarvan de biljetten toevertrouwd worden aan eenzelfde stemopnemingsbureau, niet meer dan 6.000 bedragen.

**Art. 4.** De gouverneur of de door hem aangewezen ambtenaar ziet erop toe dat het college van burgemeester en schepenen van elke gemeente van de provincie ten minste vijftien dagen voor de raadpleging een oproepingsbrief zendt aan elke deelnemer op zijn huidige woonplaats.

Wanneer de oproepingsbrief niet aan de deelnemer bezorgd kan worden, dan wordt hij op het gemeentelijk secretariaat neergelegd, waar de deelnemer hem kan afhalen tot op de dag van de raadpleging 's middags.

De oproepingsbrief vermeldt de dag waarop en de plaats waar de deelnemer verzocht wordt deel te nemen aan de raadpleging, evenals de uren van opening en sluiting van de stemming. Bovendien vermeldt hij de vraag of vragen van de raadpleging zoals die door de provincieraad bepaald zijn.

Het bericht van oproeping wordt minstens twintig dagen voor de raadpleging in elke gemeente van de provincie ter kennis gebracht door aanplakking.

### HOOFDSTUK III. — *De stembiljetten*

**Art. 5.** Na inzage van de beraadslaging van de provincieraad die beslist een volksraadpleging te houden, maakt het provinciehoofdbureau het stembiljet op en beveelt het de druk ervan in het vereiste aantal.

Hiervoor bezorgen de voorzitters van de kantonhoofdbureaus, van zodra de provinciegouverneur of de door hem aangewezen ambtenaar hen krachtens artikel 3bis van de voormelde wet van 19 oktober 1921 twee voor echt verklaarde uittreksels uit de lijst der deelnemers, opgemaakt per stemafdeling, gezonden heeft, zo snel mogelijk een overzicht met het totale aantal deelnemers, die in hun respectieve kantons ingeschreven zijn, aan de voorzitter van het provinciehoofdbureau.

Van zodra het stembiljet gedrukt is, bezorgt de voorzitter van het provinciehoofdbureau aan de voorzitters van de kantonhoofdbureaus de hoeveelheid stembiljetten die nodig is voor de volksraadpleging van hun kanton. Zij zenden op hun beurt aan elk van de voorzitters van de stemafdelingen van hun kanton, onder verzegelde omslag, de stembiljetten die nodig zijn voor de volksraadpleging in hun afdeling.

Het opschrift op de buitenkant van de omslag vermeldt, behalve het adres van de geadresseerde, het aantal stembiljetten dat de omslag bevat. Deze omslag mag alleen ontzegeld en opengemaakt worden in aanwezigheid van het regelmatig gevormde bureau. Het aantal stembiljetten wordt onmiddellijk gecontroleerd en het resultaat van de controle wordt vermeld in het proces-verbaal.

Les présidents des bureaux principaux de canton font parvenir en même temps à chacun des présidents des bureaux de dépouillement de leur canton la formule du tableau qu'ils ont fait préparer et que les présidents des bureaux dépouillants ont à remplir après le recensement des votes.

**Art. 6.** Le bulletin de vote mentionne la ou les questions fixant l'objet de la consultation.

La ou les questions sont chaque fois suivies par les mots « oui » et « non ».

Les mots « oui » et « non » sont chaque fois suivis par une case de vote.

Les cases réservées au vote sont noires et présentent en leur milieu un petit cercle de la couleur du papier. Celui-ci est de couleur blanche.

Tous les bulletins doivent être absolument identiques et conformes au modèle établi par le bureau principal de province.

#### CHAPITRE IV. — *Des installations électorales et du vote*

**Art. 7.** Les installations du local et les compartiments dans lesquels les participants expriment leur vote, sont établis conformément au modèle III annexé au Code électoral.

Il doit toutefois y avoir au moins un compartiment-isoloir par trois cents participants.

**Art. 8.** Les règles relatives au maintien de l'ordre prévues aux articles 108, 109, 110, 111 et 114 du Code électoral s'appliquent mutatis mutandis à la consultation populaire provinciale.

**Art. 9.** La marque du vote, même imparfaitement tracée, exprime valablement le vote, à moins que l'intention de rendre le bulletin reconnaissable ne soit manifeste.

Si par inadvertance, le participant détériore le bulletin qui lui est remis, il peut en redemander un autre au président, en lui rendant le premier, qui est aussitôt annulé.

De même, si en sortant du compartiment-isoloir, le participant a déplié son bulletin de manière à faire connaître le vote qu'il a émis, le président lui reprend le bulletin déplié, qui est aussitôt annulé, et oblige le participant à recommencer son vote.

Le président inscrit sur ces bulletins repris la mention « Bulletin repris » et y appose son paraphe.

**Art. 10.** A l'issue de ces opérations, le bureau arrête et inscrit au procès-verbal le nombre des habitants qui ont pris part au vote, le nombre des bulletins repris en application de l'article 9 et le nombre de bulletins non employés.

Les bulletins repris et les bulletins non employés sont placés sous enveloppes distinctes cachetées.

De même, les listes des participants ayant servi aux pointages, dûment signées par les membres du bureau qui les ont tenues et par le président, sont placées dans une troisième enveloppe cachetée.

La suscription extérieure de chaque enveloppe en indique le contenu et porte l'indication de la commune, du jour de la consultation et du numéro du bureau.

#### CHAPITRE V. — *Du dépouillement du scrutin*

**Art. 11.** Avant de procéder au dépouillement, les bureaux de dépouillement mêlent tous les bulletins en provenance des divers bureaux de vote qu'ils sont chargés de dépouiller.

**Art. 12.** Le président et les membres du bureau déplient les bulletins et les classent d'après les catégories suivantes :

- 1° les bulletins comportant des votes valables;
- 2° les bulletins suspects;
- 3° les bulletins blancs ou nuls.

Lorsque ce classement est terminé, les membres du bureau examinent les bulletins sans déranger le classement et soumettent au bureau leurs observations et réclamations.

Les réclamations et les décisions du bureau sont actées au procès-verbal.

Les bulletins suspects et ceux qui ont fait l'objet de réclamations sont ajoutés, d'après la décision du bureau, à la catégorie à laquelle ils appartiennent.

De voorzitters van de kantonhoofdbureaus zenden tegelijkertijd naar elk van de voorzitters van de stemopnemingsbureaus van hun kanton het model van de tabel die zij hebben laten voorbereiden en die de voorzitters van de stemopnemingsbureaus moeten invullen na het tellen van de stemmen.

**Art. 6.** Het stembiljet vermeldt de vraagstelling die het voorwerp is van de raadpleging.

Achter de vraag of vragen staan telkens de woorden « ja » en « neen ».

De woorden « ja » en « neen » worden telkens gevolgd door een stemvak.

De stemvakken zijn zwart, met in het midden een stipje van dezelfde kleur als het papier. Het papier is wit van kleur.

Alle stembiljetten moeten volkomen gelijk zijn en overeenstemmen met het model dat opgesteld is door het provinciehoofdbureau.

#### HOOFDSTUK IV. — *Inrichting van de stemlokalen en stemming*

**Art. 7.** Het stemlokaal en de stembokjes waarin de deelnemers hun stem uitbrengen, worden ingericht volgens model III, dat bij het Kieswetboek gevoegd is.

Er moet echter minstens één stembokje per driehonderd deelnemers zijn.

**Art. 8.** De voorschriften met betrekking tot de ordehandhaving vervat in de artikelen 108, 109, 110, 111 en 114 van het Kieswetboek zijn van overeenkomstige toepassing op de provinciale volksraadpleging.

**Art. 9.** Het merk van de stem, ook al is het niet perfect aangebracht, is een geldige uitdrukking van de stem, tenzij de bedoeling om het stembiljet herkenbaar te maken duidelijk is.

Indien de deelnemer bij vergissing het stembiljet dat hij ontvangen had, beschadigt, kan hij een ander stembiljet vragen aan de voorzitter, waarbij hij het eerste teruggeeft, dat onmiddellijk nietig verklaard wordt.

Zo neemt de voorzitter, wanneer de deelnemer bij het verlaten van het stembokje zijn stembiljet opengevouwen heeft om zijn uitgebrachte stem kenbaar te maken, het opengevouwen stembiljet af, dat onmiddellijk nietig verklaard wordt, en verplicht hij de deelnemer om opnieuw te stemmen.

Op deze teruggenomen stembiljetten schrijft de voorzitter de vermelding « Teruggenomen stembiljet » en zet zijn paraaf erop.

**Art. 10.** Na afloop van de verrichtingen, stelt het bureau het aantal inwoners vast dat deelgenomen heeft aan de stemming, evenals het aantal stembiljetten dat teruggenomen is krachtens artikel 9, en het aantal niet gebruikte stembiljetten, en schrijft het deze gegevens op in het proces-verbaal.

De teruggenomen stembiljetten en de niet gebruikte stembiljetten worden in afzonderlijke verzegelde omslagen gesloten.

Op dezelfde manier worden de lijsten met deelnemers, die voor de controles gediend hebben en die naar behoren ondertekend zijn door de leden van het bureau die hen bijgehouden hebben en door de voorzitter, in een derde verzegelde omslag gesloten.

Het opschrift op de buitenkant van elke omslag geeft de inhoud ervan weer en vermeldt de gemeente, de dag van de raadpleging en het bureaunummer.

#### HOOFDSTUK V. — *Stemopneming*

**Art. 11.** Vooraleer over te gaan tot het opnemen van de stemmen, mengen de stemopnemingsbureaus alle stembiljetten van de verschillende stembureaus waarvan zij de stemmen moeten opnemen.

**Art. 12.** De voorzitter en de leden van het stemopnemingsbureau vrouwen de stembiljetten open en delen ze in de volgende categorieën in :

- 1° de stembiljetten met geldige stemmen;
- 2° de twijfelachtige stembiljetten;
- 3° de blanco of ongeldige stembiljetten.

Wanneer deze indeling van de stembiljetten beëindigd is, worden deze zonder verandering van de indeling onderzocht door de leden van het bureau, die hun opmerkingen en bezwaren aan het bureau voorleggen.

De bezwaren en de beslissingen van het bureau worden in het proces-verbaal opgenomen.

De twijfelachtige stembiljetten waartegen bezwaar ingebracht is, worden volgens de beslissing van het bureau gevoegd bij de categorie waartoe zij behoren.

Les bulletins de chaque catégorie sont comptés successivement par les membres du bureau.

Tous les bulletins, classés comme il est dit ci-dessus, sont placés sous des enveloppes distinctes cachetées.

Le bureau arrête et fixe en conséquence le nombre total des bulletins valables, celui des bulletins blancs ou nuls, et pour chaque question faisant l'objet de la consultation, le nombre de votes positifs et négatifs.

Tous ces nombres sont repris au procès-verbal.

**Art. 13.** Sont nuls :

1° tous les bulletins autres que celui arrêté par le bureau principal de province;

2° les bulletins dans lesquels il a été répondu à la ou aux questions posées à la fois par oui et par non;

3° les bulletins dont la forme et les dimensions auraient été altérées, qui contiendraient à l'intérieur un papier ou un objet quelconque ou dont l'auteur pourrait être rendu reconnaissable par un signe, une rature ou une marque non autorisée.

**Art. 14.** Le procès-verbal des opérations est dressé séance tenante et porte les signatures des membres du bureau.

**Art. 15.** Sitôt après la clôture de ses opérations, le bureau de dépouillement transmet le procès-verbal de celles-ci au président du bureau principal de canton.

**Art. 16.** Dès qu'il est en possession du procès-verbal visé à l'article 15 pour tous les bureaux de dépouillement du canton, le bureau principal de canton dresse un état récapitulatif qui reprend les données visées à l'article 12, alinéa 7, pour l'ensemble du canton et le transmet par la voie la plus rapide au président du bureau principal de province.

**Art. 17.** Dès qu'il est en possession de l'état récapitulatif visé à l'article 16 pour tous les cantons de la province, le bureau principal de province transmet les résultats de la consultation populaire au gouverneur de la province.

Le gouverneur de la province proclame les résultats de la consultation populaire et en ordonne la publication conformément à l'article 3, § 2, alinéa 10.

#### CHAPITRE VI. — *Du vote automatisé*

**Art. 18.** Les communes qui disposent d'un système de vote automatisé peuvent l'utiliser pour l'organisation de la consultation sur leur territoire, pour autant que les autres communes du canton dont elles font partie recourent également à un tel système.

#### CHAPITRE VII. — *Formulaire de procuration*

**Art. 19.** Le formulaire de procuration à utiliser pour la consultation populaire est conforme au modèle figurant à l'annexe 1.

Le texte de l'article 147bis du Code électoral est imprimé au verso du formulaire de procuration, étant entendu que les mots « l'électeur » et « les électeurs » sont chaque fois remplacés respectivement par les mots « le participant » et « les participants », que le mot « l'élection » est remplacé par les mots « la consultation populaire » et que les mots « les élections pour lesquelles » sont remplacés par les mots « la consultation populaire pour laquelle ».

**Art. 20.** Dans le cas prévu par l'article 147bis, § 1<sup>er</sup>, 7°, du Code électoral, le certificat délivré par le bourgmestre pour la consultation populaire est conforme au modèle figurant à l'annexe 2.

#### CHAPITRE VIII. — *Des dépenses résultant de la consultation*

**Art. 21.** Par dérogation à l'article 8 de la loi précitée du 19 octobre 1921, toutes les dépenses résultant de l'organisation de la consultation sont à charge du budget de la province.

#### CHAPITRE IX. — *Disposition finale*

**Art. 22.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> et septembre 1999.

**Art. 23.** Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 7 juillet 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,  
L. VAN DEN BOSSCHE

De stembiljetten van elke categorie worden achtereenvolgens door de leden van het bureau geteld.

Alle stembiljetten, ingedeeld zoals hierboven bepaald is, worden in afzonderlijke verzegelde omslagen gesloten.

Het bureau stelt vervolgens het gezamenlijk aantal geldige stembiljetten vast, het aantal blanco of ongeldige stembiljetten en voor elke vraag van de raadpleging het aantal positieve en negatieve stemmen.

Al die getallen worden in het proces-verbaal vermeld.

**Art. 13.** Ongeldig zijn :

1° alle andere stembiljetten dan het stembiljet dat door het provinciehoofdbureau bepaald is;

2° de stembiljetten waarop de vraag of vragen tegelijkertijd met ja en neen beantwoord werden;

3° de stembiljetten waarvan de vorm en de afmetingen veranderd zijn, die binnenin een papier of enig voorwerp bevatten of die de kiezer herkenbaar maken door een teken, een doorhaling of een niet geoorloofd merk.

**Art. 14.** Het proces-verbaal van de verrichtingen wordt staande de vergadering opgemaakt en door de leden van het bureau ondertekend.

**Art. 15.** Onmiddellijk na het beëindigen van de verrichtingen, overhandigt het stemopnemingsbureau het proces-verbaal hiervan aan de voorzitter van het kantonhoofdbureau.

**Art. 16.** Van zodra het kantonhoofdbureau in het bezit is van het in artikel 15 bedoelde proces-verbaal voor alle stemopnemingsbureaus van het kanton, stelt het een verzamelstaat op die de in artikel 12, zevende lid, bedoelde gegevens bevat voor het hele kanton, en zendt het die verzamelstaat zo snel mogelijk naar de voorzitter van het provinciehoofdbureau.

**Art. 17.** Van zodra het provinciehoofdbureau in het bezit is van de in artikel 16 bedoelde verzamelstaat voor alle kantons van de provincie, deelt het de uitslag van de raadpleging mee aan de gouverneur van de provincie.

De gouverneur van de provincie maakt de uitslag van de raadpleging bekend en beveelt de publicatie ervan overeenkomstig artikel 3, § 2, tiende lid.

#### HOOFDSTUK VI. — *Geautomatiseerde stemming*

**Art. 18.** De gemeenten die beschikken over een geautomatiseerd stembiljetstelsel kunnen dit gebruiken voor het houden van de raadpleging op hun grondgebied, voor zover de andere gemeenten van het kanton waartoe zij behoren ook gebruik maken van een dergelijk stelsel.

#### HOOFDSTUK VII. — *Volmachtformulier*

**Art. 19.** Het volmachtformulier dat moet worden gebruikt voor de provinciale volksraadpleging stemt overeen met het model dat voorkomt in bijlage 1.

De tekst van artikel 147bis van het Kieswetboek wordt op de keerzijde van het volmachtformulier gedrukt, met dien verstande dat de woorden « kiezer » en « kiezers » steeds dienen te worden vervangen door respectievelijk de woorden « deelnemer » en « deelnemers » en de woorden « verkiezing » en « verkiezingen » door het woord « volksraadpleging ».

**Art. 20.** In het geval waarin artikel 147bis, § 1, 7°, van het Kieswetboek voorziet stemt het getuigschrift uitgereikt door de burgemeester voor de provinciale volksraadpleging, overeen met het model dat voorkomt in bijlage 2.

#### HOOFDSTUK VIII. — *Uitgaven die voortvloeien uit de raadpleging*

**Art. 21.** In afwijking van artikel 8 van de voormelde wet van 19 oktober 1921, zijn alle uitgaven die voortvloeien uit het houden van de raadpleging ten laste van de begroting van de provincie.

#### HOOFDSTUK IX. — *Slotbepaling*

**Art. 22.** Dit besluit treedt in werking op 1 september 1999.

**Art. 23.** Onze Minister van Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 7 juli 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,  
L. VAN DEN BOSSCHE

## Annexe 1

Commune de .....

CONSULTATION POPULAIRE PROVINCIALE DU .....

PROCURATION POUR VOTER

Annexe :	— un certificat
	— éventuellement, un acte de notoriété (2)

Je soussigné(e), ..... (nom et prénoms)

né(e) le .....

résidant à ..... rue ..... n°..... bte..... inscrit(e) comme participant(e) dans la commune de .....

donne procuration à ..... (nom et prénoms)

né(e) le .....

résidant à .....

rue ..... n°..... bte.....

pour voter en mon nom à la consultation populaire du ..... pour la raison suivante :

.....

.....

Fait à ....., le ..... 19....

Le (la) mandant(e),

(signature)

Le (la) mandataire,

(signature)

(1) Je soussigné(e), bourgmestre de la commune de ....., atteste par la présente que le mandant et le mandataire précités y sont tous deux inscrits au registre de population et que M. .... (nom du mandataire) est le ..... (indiquer ici le lien de parenté ou d'alliance; cfr. le N.B. en bas de page) de M. .... (nom du mandant).

Sceau de la commune

(signature du bourgmestre)

(2) Je soussigné(e), bourgmestre de la commune de ..... atteste par la présente que M. .... — (nom du mandataire) y est inscrit au registre de population et certifie, sur le vu de l'acte de notoriété qui m'a été présenté, que le précité est le ..... (indiquer ici le lien de parenté ou d'alliance; cfr. le N.B. en bas de page) de M. ....

(nom du mandant),

Sceau de la commune

(signature du bourgmestre)

(1) Cette rubrique est à compléter par le bourgmestre de la commune au registre de la population de laquelle le mandant et le mandataire sont tous deux inscrits.

(2) Cette rubrique est à compléter par le bourgmestre de la commune au registre de la population de laquelle le mandataire est inscrit, lorsque le mandant a sa résidence principale dans une autre commune de la province.

Remarque : Aucune des rubriques (1) et (2) est à compléter lorsque le mandant se trouve dans l'impossibilité de se présenter au bureau de vote en raison de ses convictions religieuses et est à même de produire à cet effet une attestation émanant des autorités religieuses dont il relève.

N.B. : LIENS DE PARENTE OU D'ALLIANCE JUSQU'AU TROISIEME DEGRE :

— le père ou la mère, le grand-père ou la grand-mère, l'arrière-grand-père ou l'arrière-grand-mère, le fils ou la fille, le petit-fils ou la petite-fille, l'arrière-petit-fils ou l'arrière-petite-fille;

— l'époux ou l'épouse, le beau-père ou la belle-mère, le grand-père ou la grand-mère du conjoint, l'arrière-grand-père ou l'arrière-grand-mère du conjoint, le beau-fils ou la belle-fille, la conjointe du petit-fils ou le conjoint de la petite-fille, la conjointe de l'arrière-petit-fils ou le conjoint de l'arrière-petite-fille;

— le frère ou la soeur, l'oncle ou la tante, le neveu ou la nièce, le beau-frère ou la belle-soeur, l'oncle ou la tante du conjoint ou de la conjointe, le neveu ou la nièce du conjoint ou de la conjointe, la conjointe du neveu ou le conjoint de la nièce (la procuration ne peut être donnée aux cousins germains et aux cousines germaines qui sont parents au quatrième degré).

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 7 juillet 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,  
L. VAN DEN BOSSCHE

**Extrait du code électoral (1)**

Art. 147bis. § 1<sup>er</sup>. Peut mandater un autre électeur pour voter en son nom :

1° l'électeur qui, pour cause de maladie ou d'infirmité, est dans l'incapacité de se rendre au bureau de vote ou d'y être transporté. Cette incapacité est attestée par certificat médical. Les médecins qui sont présentés comme candidats à l'élection ne peuvent délivrer un tel certificat.

2° l'électeur qui, pour des raisons professionnelles ou de service :

a) est retenu à l'étranger de même que les électeurs, membres de sa famille ou de sa suite, qui résident avec lui;

b) se trouvant dans le Royaume au jour du scrutin, est dans l'impossibilité de se présenter au bureau de vote.

L'impossibilité visée sous a) et b) est attestée par un certificat délivré par l'autorité militaire ou civile ou par l'employeur dont l'intéressé dépend.

3° l'électeur qui exerce la profession de batelier, de marchand ambulant ou de forain et les membres de sa famille habitant avec lui. L'exercice de la profession est attesté par un certificat délivré par le bourgmestre de la commune où l'intéressé est inscrit au registre de la population.

4° l'électeur qui, au jour du scrutin, se trouve dans une situation privative de liberté par suite d'une mesure judiciaire.

Cet état est attesté par la direction de l'établissement où séjourne l'intéressé.

5° l'électeur qui, en raison de ses convictions religieuses, se trouve dans l'impossibilité de se présenter au bureau de vote.

Cette impossibilité doit être justifiée par une attestation délivrée par les autorités religieuses.

6° l'étudiant qui, pour des motifs d'étude, se trouve dans l'impossibilité de se présenter au bureau de vote, à condition qu'il produise un certificat de la direction de l'établissement qu'il fréquente.

7° l'électeur qui, pour des raisons autres que celles mentionnées ci-dessus, est absent de son domicile le jour du scrutin en raison d'un séjour temporaire à l'étranger, et se trouve dès lors dans l'impossibilité de se présenter au bureau de vote, pour autant que l'impossibilité ait été constatée par le bourgmestre du domicile, après présentation des pièces nécessaires; le Roi détermine le modèle du certificat à délivrer par le bourgmestre.

La demande doit être introduite auprès du bourgmestre du domicile au plus tard le quinzième jour avant celui de l'élection.

§ 2. Peut seul être désigné comme mandataire soit le conjoint, soit un parent ou un allié jusqu'au troisième degré, à condition qu'il soit lui-même électeur.

Si le mandant et le mandataire sont tous deux inscrits au registre de population de la même commune, le bourgmestre de cette commune atteste sur le formulaire de procuration le lien de parenté. S'ils ne sont pas inscrits dans la même commune, le bourgmestre de la commune où le mandataire est inscrit atteste le lien de parenté sur présentation d'un acte de notoriété. L'acte de notoriété est joint au formulaire de procuration.

Par dérogation aux alinéas qui précèdent, le mandataire sera désigné librement par le mandant pour ce qui concerne l'électeur qui, en raison de ses convictions religieuses, est dans l'impossibilité de se présenter au bureau de vote.

Chaque mandataire ne peut disposer que d'une procuration.

§ 3. La procuration est rédigée sur un formulaire dont le modèle est fixé par le Roi et qui est délivré gratuitement au secrétariat communal.

La procuration mentionne : les élections pour lesquelles elle est valable; les nom, prénoms, date de naissance et adresse du mandant et du mandataire.

Le formulaire de procuration est signé par le mandant et par le mandataire.

§ 4. Pour être reçu à voter, le mandataire remet au président du bureau de vote où le mandant aurait dû voter, la procuration ainsi que l'un des certificats mentionnés au § 1<sup>er</sup>, et lui présente sa carte d'identité et sa convocation sur laquelle le président mentionne "a voté par procuration".

§ 5. Les procurations sont jointes au relevé visé à l'article 146, alinéa 1<sup>er</sup>, et transmises, avec ce relevé, au juge de paix du canton.

(1) L'article 147bis du Code électoral s'applique à la consultation populaire provinciale conformément à l'article 140-5, § 7, de la loi provinciale, inséré par la loi du 25 juin 1997 et remplacé par la loi du 25 mars 1999.

## Annexe 2

Commune de .....

## CONSULTATION POPULAIRE PROVINCIALE DU.....

Certificat autorisant le vote par procuration lors d'un séjour à l'étranger  
pour des raisons autres que professionnelles

Je soussigné ....., bourgmestre de la commune de ..... atteste par la présente, après avoir pris connaissance des pièces justificatives qui m'ont été présentées, que M. .... (nom et prénoms) (1), résidant à....., rue ....., n° ....., boîte....., inscrit(e) comme participant(e) sous le n°..... se trouve dans l'impossibilité de se présenter au bureau de vote en raison d'un séjour temporaire à l'étranger, à savoir..... (2), non motivé par des raisons professionnelles ou de service. L'intéressé(e) qui a introduit sa demande avant le ..... (3) remplit dès lors les conditions fixées par l'article 147bis, § 1<sup>er</sup>, 7°, du Code électoral pour mandater un autre participant à l'effet de voter en son nom (4).

Délivré à ....., le ..... 19.....

Le Bourgmestre,

Sceau de la commune

(signature)

(1) Le nom et les prénoms sont précédés de la mention : Madame ou Monsieur.

(2) Mentionner le nom du pays.

(3) Indiquer la date du quinzième jour avant celui de la consultation populaire.

(4) Voir verso (extrait de l'article 147bis du Code électoral qui s'applique à la consultation populaire provinciale conformément à l'article 140-5, § 7, de la loi provinciale, inséré par la loi du 25 juin 1997 et remplacé par la loi du 25 mars 1999).

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 7 juillet 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,

L. VAN DEN BOSSCHE



**Extrait du code électoral**

Art. 147bis, § 1<sup>er</sup>. Peut mandater un électeur pour voter en son nom :

7° L'électeur qui, pour des raisons autres que celles mentionnées ci-dessus, est absent de son domicile le jour du scrutin en raison d'un séjour temporaire à l'étranger et se trouve dès lors dans l'impossibilité de se présenter au bureau de vote, pour autant que l'impossibilité ait été constatée au préalable par le bourgmestre du domicile, après présentation des pièces justificatives nécessaires; le Roi détermine le modèle du certificat à délivrer par le bourgmestre.

La demande doit être introduite auprès du bourgmestre du domicile, au plus tard le quinzième jour avant celui de l'élection.

§ 2. Peut seul être désigné comme mandataire soit le conjoint, soit un parent ou un allié jusqu'au troisième degré, à condition qu'il soit lui-même électeur.

Si le mandant et le mandataire sont tous deux inscrits au registre de population de la même commune, le bourgmestre de cette commune atteste sur le formulaire de procuration le lien de parenté.

S'ils ne sont pas inscrits dans la même commune, le bourgmestre de la commune où le mandataire est inscrit atteste le lien de parenté sur présentation d'un acte de notoriété. L'acte de notoriété est joint au formulaire de procuration.

Par dérogation aux alinéas qui précèdent, le mandataire sera désigné librement par le mandant, pour ce qui concerne l'électeur qui, en raison de ses convictions religieuses, est dans l'impossibilité de se présenter au bureau de vote.

Chaque mandataire ne peut disposer que d'une procuration.

§ 3. La procuration est rédigée sur un formulaire dont le modèle est fixé par le Roi et qui est délivré gratuitement au secrétariat communal.

La procuration mentionne les élections pour lesquelles elle est valable, les nom, prénoms, date de naissance et adresse du mandant et du mandataire.

Le formulaire de procuration est signé par le mandant et par le mandataire.

§ 4. Pour être reçu à voter, le mandataire remet au président du bureau de vote où le mandant aurait dû voter, la procuration ainsi que l'un des certificats mentionnés au § 1<sup>er</sup> et lui présente sa carte d'identité et sa convocation sur laquelle le président mentionne "A voté par procuration".

§ 5. Les procurations sont jointes au relevé visé à l'article 146, alinéa 1<sup>er</sup>, et transmises, avec ce relevé, au juge de paix du canton.

## Bijlage 1

Gemeente .....

PROVINCIALE VOLKSRAADPLEGING VAN .....

## VOLMACHT OM TE STEMMEN

Bijlage :	— een getuigschrift
	— eventueel : akte van bekendheid (2)

Ik, ondergetekende ..... (naam en voornaam),  
geboren op .....  
wonende te ..... straat, nr. .... busnummer.....,  
als deelnemer ingeschreven in de gemeente .....  
mchtig ..... (naam en voornaam),  
geboren op .....  
wonende te ..... straat, nr. .... busnummer .....,  
om bij de volksraadpleging in mijn naam te stemmen om de volgende reden :

Gedaan te ..... 19.....

De volmachtgever,

De gemachtigde,

(handtekening)

(handtekening)

(1) Ik, ondergetekende, burgemeester van de gemeente .....  
bevestig hierbij dat de bovengenoemde volmachtgever en gemachtigde beiden aldaar in het bevolkingsregister zijn  
ingeschreven en dat ..... (naam van de gemachtigde)

de..... (graad van bloed- of aanverwantschap opgeven; cfr. N.B. onderaan blad)  
is van ..... (naam van de volmachtgever).

Gemeentestempel

(Handtekening van de burgemeester)

(2) Ik, ondergetekende, burgemeester van de gemeente ..... bevestig hierbij  
dat..... (naam van de gemachtigde) aldaar in het bevolkingsregister is ingeschreven en  
dat volgens de akte van bekendheid die mij werd voorgelegd, voornoemde de .....  
(graad van bloed- of aanverwantschap opgeven; cfr. N.B. onderaan blad) is van .....  
(naam van de volmachtgever)

Gemeentestempel

(Handtekening van de burgemeester)

(1) Deze rubriek dient ingevuld te worden door de burgemeester van de gemeente waar de volmachtgever en de  
gemachtigde in het bevolkingsregister beiden ingeschreven zijn.

(2) Deze rubriek dient ingevuld te worden door de burgemeester van de gemeente waar de gemachtigde in het  
bevolkingsregister ingeschreven is, wanneer de volmachtgever zijn hoofdverblijfplaats in een andere gemeente van de  
provincie heeft.

Opmerking: De rubrieken (1) en (2) moeten niet ingevuld worden wanneer de volmachtgever wegens zijn  
godsdienstige overtuiging in de onmogelijkheid verkeert zich op het stembureau aan te melden en daartoe een attest  
van de religieuze overheid waaronder hij ressorteert kan overleggen.

N.B. : GRADEN VAN BLOED- OF AANVERWANTSCHAP TOT DE DERDE GRAAD :

— de vader of de moeder, de grootvader of de grootmoeder, de overgrootvader of de overgrootmoeder, de zoon  
of de dochter, de kleinzoon of de kleindochter, de achterkleinzoon of de achterkleindochter;

— de echtgenoot of de echtgenote, de schoonvader of de schoonmoeder, de grootvader of de grootmoeder van de  
echtgeno(o)t(e), de overgrootvader of de overgrootmoeder van de echtgeno(o)t(e), de schoonzoon of de schoondochter,  
de stiefzoon, de stiefdochter, de echtgeno(o)t(e) van de kleinzoon of de kleindochter, de echtgeno(o)t(e) van de  
achterkleinzoon of de achterkleindochter;

— de broer of de zuster, de oom of de tante, de neef of de nicht, de schoonbroer of de schoonzuster, de oom of de  
tante van de echtgeno(o)t(e), de neef of de nicht van de echtgeno(o)t(e), de echtgeno(o)t(e) van de neef of de nicht  
(aan de volle neven of aan de volle nichten, die bloedverwanten in de vierde graad zijn, mag geen volmacht worden  
gegeven).

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 7 juli 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,

L. VAN DEN BOSSCHE

## Uittreksel uit het kieswetboek (1)

Art. 147bis. § 1. De volgende kiezers kunnen een andere kiezer machtigen om in hun naam te stemmen :

1° de kiezer die wegens ziekte of gebrekkigheid niet in staat is om zich naar het stembureau te begeven of er naartoe gevoerd te worden. Deze onbekwaamheid moet blijken uit een medisch attest. Geneesheren, die als kandidaat voor de verkiezing zijn voorgedragen, mogen een dergelijk attest niet afgeven.

2° de kiezer die om beroeps- of dienstredenen :

a) in het buitenland is opgehouden, alsook de kiezers leden van zijn gezin of van zijn gevolg die met hem aldaar verblijven;

b) zich de dag van de stemming in het Rijk bevindt, maar in de onmogelijkheid verkeert zich in het stembureau te melden.

Van de onder a) en b) bedoelde onmogelijkheid moet blijken door een attest van de militaire of burgerlijke overheid of van de werkgever onder wie de betrokkene ressorteert.

3° de kiezer die het beroep van schipper, marktkramer of kermisreiziger uitoefent en de leden van zijn gezin die met hem samenwonen.

Van de uitoefening van het beroep moet blijken door een attest van de burgemeester van de gemeente waar de betrokkene in het bevolkingsregister is ingeschreven.

4° de kiezer die de dag van de stemming ten gevolge van een rechterlijke maatregel in een toestand van vrijheidsbeneming verkeert.

Deze toestand wordt bevestigd door de directie van de inrichting waar de betrokkene zich bevindt.

5° de kiezer die om redenen in verband met zijn geloofsovertuiging in de onmogelijkheid verkeert zich op het stembureau te melden.

Deze onmogelijkheid moet blijken uit een attest dat is afgegeven door de religieuze overheid.

6° de student die zich, om studieredenen, in de onmogelijkheid bevindt zich in het stembureau te melden, op voorwaarde dat hij een attest voorlegt van de directie van de instelling waar hij zijn studies doet.

7° de kiezer die, om andere dan de hiervoor genoemde redenen, de dag van de stemming van zijn woonplaats afwezig is wegens een tijdelijk verblijf in het buitenland, en zich bijgevolg in de onmogelijkheid bevindt zich in het stembureau te melden, voor zover de onmogelijkheid door de burgemeester van zijn woonplaats vastgesteld geweest is, na voorleggen van de nodige bewijsstukken; de Koning bepaalt het model van het attest dat door de burgemeester moet worden afgegeven.

De aanvraag moet bij de burgemeester van de woonplaats uiterlijk de vijftiende dag vóór die van de verkiezing worden ingediend.

§ 2. Als gemachtigde kan slechts worden aangewezen hetzij de echtgenoot, hetzij een bloed- of aanverwant tot de derde graad, op voorwaarde dat hij zelf kiezer is.

Indien de volmachtgever en de gemachtigde in dezelfde gemeente in het bevolkingsregister zijn ingeschreven, bevestigt de burgemeester van die gemeente op het volmachtformulier het familieverband.

Indien beiden niet in dezelfde gemeente zijn ingeschreven wordt door de burgemeester van de gemeente waar de gemachtigde is ingeschreven, op voorlegging van een akte van bekendheid, het familieverband bevestigd. De akte van bekendheid wordt bij het volmachtformulier gevoegd.

In afwijking van de vorige leden zal de gemachtigde door de volmachtgever vrij worden aangewezen door de kiezer die om redenen in verband met zijn geloofsovertuiging, in de onmogelijkheid verkeert zich op het stembureau te melden.

Ieder gemachtigde mag slechts één volmacht hebben.

§ 3. De volmacht wordt gesteld op een formulier waarvan het model door de Koning wordt bepaald; het wordt kosteloos afgegeven op de gemeentesecretarie.

De volmacht vermeldt de verkiezingen waarvoor ze geldig is, de naam, de voornamen, de geboortedatum en het adres van de volmachtgever en van de gemachtigde.

Het volmachtformulier wordt door de volmachtgever en de gemachtigde ondertekend.

§ 4. Ten einde tot de stemming te worden toegelaten, overhandigt de gemachtigde aan de voorzitter van het stembureau waar de volmachtgever had moeten stemmen, de volmacht en een van de in § 1 vermelde attesten en vertoont hij hem zijn identiteitskaart en zijn oproepingsbrief waarop de voorzitter vermeldt : "Heeft bij volmacht gestemd".

§ 5. De volmachten worden bij de in artikel 146, eerste lid, bedoelde staat gevoegd en, met die staat, aan de vrederechter van het kanton gezonden.

(1) Artikel 147bis van het Kieswetboek is van toepassing op de provinciale volksraadpleging overeenkomstig artikel 140-5, § 7, van de provinciewet, ingevoegd door de wet van 25 juni 1997 en vervangen door de wet van 25 maart 1999.

## Bijlage 2

Gemeente .....

## PROVINCIALE VOLKSRAADPLEGING VAN.....

## Volmachtgeving bij verblijf in het buitenland om andere dan beroepsredenen

Ik, ondergetekende....., burgemeester van de gemeente ..... bevestig hierbij, na kennisneming van de mij voorgelegde bewijsstukken, dat M. .... (naam en voornamen) (1), verblijvende te ..... straat, nr. ...., bus ....., als deelnemer ingeschreven onder nummer....., in de onmogelijkheid verkeert zich in het stembureau te melden wegens tijdelijk verblijf in het buitenland, zijnde..... (2) niet gemotiveerd door beroeps- of dienstredenen. Betrokkene, die zijn/haar aanvraag vóór..... (3) heeft ingediend, vervult derhalve de voorwaarden gesteld bij artikel 147bis, § 1, 7°, van het Kieswetboek, om een andere deelnemer volmacht te geven om in zijn/haar naam te stemmen (4).

Afgegeven te ..... op ..... 19.....

Burgemeester

Gemeentestempel

(handtekening)

-----

(1) De naam en voornamen worden voorafgegaan door de vermelding : Mevrouw (Mw.) of Mijnheer (M.)

(2) De naam van het land vermelden.

(3) De datum van de vijftiende dag vóór die van de volksraadpleging

(4) Zie ommezijde (uittreksel uit artikel 147bis van het Kieswetboek, dat van toepassing is op de provinciale volksraadpleging overeenkomstig artikel 140-5, § 7, van de provinciewet, ingevoegd door de wet van 25 juni 1997 en vervangen door de wet van 25 maart 1999).

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 7 juli 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,

L. VAN DEN BOSSCHE

**Uittreksel uit het kieswetboek**

Art. 147bis. § 1. De volgende kiezers kunnen een andere kiezer machtigen om in hun naam te stemmen :

7° de kiezer die, om andere dan de hiervoor genoemde redenen, de dag van de stemming van zijn woonplaats afwezig is wegens een tijdelijk verblijf in het buitenland, en zich bijgevolg in de onmogelijkheid bevindt zich in het stembureau te melden, voor zover de onmogelijkheid door de burgemeester van zijn woonplaats vastgesteld geweest is, na voorleggen van de nodige bewijsstukken; de Koning bepaalt het model van het attest dat door de burgemeester moet worden afgegeven.

De aanvraag moet bij de burgemeester van de woonplaats uiterlijk de vijftiende dag vóór die van de verkiezing worden ingediend.

§ 2. Als gemachtigde kan slechts worden aangewezen hetzij de echtgenoot, hetzij een bloed- of aanverwant tot de derde graad, op voorwaarde dat hij zelf kiezer is.

Indien de volmachtgever en de gemachtigde in dezelfde gemeente in het bevolkingsregister zijn ingeschreven, bevestigt de burgemeester van die gemeente op het volmachtformulier het familieverband.

Indien beiden niet in dezelfde gemeente zijn ingeschreven wordt door de burgemeester van de gemeente waar de gemachtigde is ingeschreven, op voorlegging van een akte van bekendheid, het familieverband bevestigd. De akte van bekendheid wordt bij het formulier gevoegd.

In afwijking van de vorige leden zal de gemachtigde door de volmachtgever vrij worden aangewezen door de kiezer die om redenen in verband met zijn geloofsovertuiging, in de onmogelijkheid verkeert zich op het stembureau te melden.

Ieder gemachtigde mag slechts één volmacht hebben.

§ 3. De volmacht wordt gesteld op een formulier waarvan het model door de Koning wordt bepaald; het wordt kosteloos afgegeven op de gemeentesecretarie.

De volmacht vermeldt de verkiezingen waarvoor ze geldig is, de naam, de voornamen, de geboortedatum en het adres van de volmachtgever en van de gemachtigde.

Het volmachtformulier wordt door de volmachtgever en de gemachtigde ondertekend.

§ 4. Ten einde tot de stemming te worden toegelaten, overhandigt de gemachtigde aan de voorzitter van het stembureau waar de volmachtgever had moeten stemmen, de volmacht en een van de in § 1 vermelde attesten en vertoont hij hem zijn identiteitskaart en zijn oproepingsbrief waarop de voorzitter vermeldt "Heeft bij volmacht gestemd".

§ 5. De volmachten worden bij de in artikel 146, eerste lid, bedoelde staat gevoegd en, met die staat, aan de vrederechter van het kanton gezonden.